

DIJON

# Le conseil de développement : une nouvelle instance créée au sein de Dijon métropole

**Le conseil métropolitain a décidé la mise en place du Conseil de développement de Dijon métropole, une nouvelle instance de « démocratie participative » composée de 150 membres, dont 50 citoyens tirés au sort. À quoi va-t-elle servir ?**

« C'est une obligation faite par la loi pour tous les Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants. Nous devons en créer un, nous étions en retard. Il ne restait plus que deux métropoles qui n'avaient pas créé de Conseil de développement, la métropole de Montpellier et notre métropole », a exposé le président PS François Rebsamen (voir par ailleurs), le 30 septembre, lors de la dernière séance du conseil métropolitain, au cours de laquelle l'instance a été mise en place. Outil de démocratie participative, le nouveau conseil de développement « est une institution qui n'est pas facile à mettre en marche... », a-t-il remarqué (voir plus bas). « Nous devons essayer de la faire fonctionner le mieux possible... Son utilité se jugera à la capacité qu'elle aura d'enrichir nos démarches, de nous alerter, de nous donner des documents de prospective et de planification, ou même sur nos grands projets ; elle pourra elle-même s'autosaisir et sera automatiquement saisie pour avis sur le projet métropolitain dont je vais lancer la révision, car il a maintenant près de cinq ans. »

## Les Verts avaient écrit au préfet

« Après tant d'années et autant de retard, et d'interpellations surtout de la part des écologistes, nous nous réjouissons que vous installiez enfin un conseil



La Métropole de Dijon est une des dernières à créer cette instance pourtant imposée par la loi. Photo LBP/A.-F. B.

de développement métropolitain » a interpellé l'élu EELV Olivier Muller : « Probablement que le courrier que nous avons écrit au préfet a incité la métropole à appliquer la loi ! » Et d'évoquer en termes de richesse démocratique la création de ce conseil, « alors que la crise de confiance entre les citoyens et les responsables politiques est durablement installée ».

Il a demandé toutefois à mieux équilibrer la création des groupes et à éclairer les modalités du tirage au sort des citoyens.

Également concernant cet outil, « en quelque sorte le « Conseil économique, social et environnemental » de la Métropole, Laurent Bourguignat (LR, Libres), l'a affirmé pour Ensemble pour Dijon métropole, groupe

de la droite et du centre : « on gagne toujours à réunir, écouter, prendre en compte les avis des forces vives locales, qu'elles soient économiques, sociales, associatives ou éducatives ». Mais de regretter toutefois le « noyautage » de la nouvelle structure : « sur 150 membres, au bout du compte, le président de la Métropole en désignera 100, par deux canaux différents. Ce n'est pas acceptable pour une instance de démocratie participative. » Autre critique : le mode de désignation du président et des deux vice-présidents : « plutôt qu'une nomination par le président de la Métropole, nous aurions imaginé plus volontiers une élection par les 150 membres du conseil de dévelop-

« Plutôt qu'une nomination par le président de la Métropole, nous aurions imaginé plus volontiers une élection par les 150 membres du conseil de développement lors de sa première réunion. »

Laurent Bourguignat (LR, Libres)

pement lors de sa première réunion ». Et de dénoncer « une tutelle écrasante ».

« Être les derniers, ou quasi, à mettre en place ce conseil, est un avantage », a répondu François Rebsamen. « Cela permet de voir partout ailleurs comment cela fonctionne et je ne crois pas qu'il y ait un conseil de dévelop-

pement où ce ne soit pas le président qui ait choisi le président ! On ne veut pas noyauter le conseil de développement, on veut juste que ça marche ! » Et de lancer avec humour : « ce n'est pas à mon âge que je vais commencer une carrière de dictateur ».

Anne-Françoise BAILLY

« Le conseil de développement est une institution qui n'est pas facile à mettre en marche. »

François Rebsamen, président de Dijon métropole

## REPÈRES

### ■ Pourquoi un conseil de développement ?

La mise en place d'un conseil de développement est obligatoire dans les établissements à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants.

Ils sont issus d'un processus juridique long. Ils sont mentionnés pour la première fois dans la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT) de 1999, dite loi « Voynet », qui consacre le développement durable comme priorité des territoires et promeut les dispositifs concrets de démocratie participative, dont les conseils de développement font partie intégrante. Les lois MAPTAM (Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles), et NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) de 2014 et 2015 confortent l'existence des conseils de développement en les inscrivant dans le Code général des collectivités territoriales. La loi égalité et citoyenneté du 27 janvier 2017 instaure une répartition équitable entre hommes et femmes.

## Des citoyens « volontaires » parmi les membres du futur conseil

### ■ Trois groupes

Les membres n'exercent aucun mandat électif ; ils sont répartis en trois groupes :

- 50 citoyens volontaires, dont au moins 10 dans la tranche des 18-25 ans, après candidature. Les appels seront publiés sur le site Internet et les réseaux sociaux de Dijon métropole.

➤ 50 membres proposés par le président de Dijon métropole et le président du conseil de développement représentant les acteurs économiques, associatifs, les organismes publics, les organisations socioprofessionnelles et syndicales du territoire métropolitain.

➤ 50 personnes « qualifiées » proposées par le président de Dijon métropole, avec possibilité pour chaque maire

des communes membres d'en proposer une.

### ■ Trois grands domaines d'intervention

Trois grands domaines d'intervention sont attribués au conseil de développement concernant la définition, la mise en œuvre et l'évaluation d'une politique publique.

Il s'agit de la contribution à l'élaboration, au suivi, à l'évaluation, et à la révision du projet de territoire, de l'émission d'un avis à l'élaboration ou la révision des documents de prospective et de planification, et de la contribution à la conception et à l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable.

Le conseil de développement établit un rapport d'activité annuel, examiné et débattu en ses-

sion de Dijon métropole.

### ■ Qui en fait partie ?

Les fonctions du membre du conseil de développement ne sont pas rémunérées et les conseillers communautaires ne peuvent pas en faire partie.

Le président est désigné par le président de la Métropole, ainsi que les deux vice-présidents.

Le bureau est complété par un représentant de chaque collège que le conseil de développement constitue, pour aborder les différentes thématiques. Lors de leurs séances de travail, les membres du conseil de développement peuvent auditionner des élus, des personnalités extérieures en qualité d'experts, des agents métropolitains...